

Syrie/Kurdistan - Kobané : « Le terrorisme que nous combattons est l'ennemi de toute l'humanité. Face à ce danger, une solidarité internationale s'impose »

samedi 1er novembre 2014, par [ISSA Khaled](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2014).

Entretien. Khaled Issa est juriste international. Représentant en France du Parti de l'union démocratique (PYD), le parti des Kurdes syriens affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il nous donne son éclairage entre autres sur la situation à Kobané, la politique des grandes puissances et le récent rapprochement entre combattants kurdes et syriens.

Pierre Granet - Les YPG (Unités de protection du peuple) et YPJ (Unités de protection des femmes) ont tenu leur promesse de faire de Kobané le Stalingrad de Daesh. Où en est la situation militaire et politique sur le terrain ?

Khaled Issa - Nos jeunes filles et garçons des YPJ et YPG, qui se battent courageusement depuis le mois de novembre 2012, ne manquent pas de l'expérience nécessaire pour défendre leur territoire, leur peuple et leurs valeurs. Les combats qu'ils ont mené contre les terroristes, à Kastal-Jindo, à Seré-Kaniyé, à Tirbe-Sipiyé, à Tel-Kocher, à DJaz'a, à Chengal et Kobané, l'ont montré.

La particularité de l'invasion terroriste contre le canton de Kobané qui a démarré le 15 septembre dernier, c'est que les terroristes sont cette fois-ci équipés de l'armement lourd récupéré sur les armées régulières syrienne et irakienne. Les moyens de défense des YPJ et YPG ne sont guère efficaces devant l'artillerie des terroristes.

Cependant, les YPJ et YPG se sont distingués dans les combats grâce à leurs convictions, leur courage et leur expérience. Voilà une quarantaine de jours que la résistance tient. La 17^e division et le 93^e régiment de l'armée syrienne n'ont résisté devant les mêmes terroristes que quelques heures. Mossoul, ville irakienne, n'a résisté devant les mêmes terroristes qu'une seule journée, cela malgré les quatre divisions de l'armée irakienne.

Oui, les YPJ et les YPG ont tenu leur promesse : leurs combattants, femmes ou hommes, sont forts par la justesse de leur cause, forts par leur courage, par expérience et par le soutien manifesté à leur lutte aux niveaux local, régional et international. Ils sont conscients que leur résistance devient un symbole. Narin Efrin, commandante en chef de la résistance de Kobané, me disait : « *Même si je reste toute seule, fusil à la main, Kobané ne tombera pas entre les mains des terroristes* ».

Le but politique de Daesh et de son alliée, la Turquie d'Erdogan, était d'écraser

l'expérience d'autonomie populaire du Rojava. Quelle est-elle ? Intègre-t-elle l'autogestion ouvrière des moyens de production ?

Le projet de l'autogestion démocratique a été théoriquement élaboré par Abdullah Öcalan. Au PYD, nous l'avons adopté depuis 2007, comme système politique, économique et social adapté à la configuration ethnographique, socio-économique de notre société.

Des communes et des conseils populaires ont été formés à tous les niveaux pour répondre aux besoins de la population. Des coopératives socio-économiques ont été créées. Dès la fin de l'année 2011, des institutions populaires dans tous les domaines (parallèles aux institutions étatiques) ont été créées, et elles ont commencé à fonctionner à des degrés différents. L'administration étatique a été déchue de toute autorité à Kobané le 19 août 2012, et les autres communes du Rojava (région à majorité kurde) ont suivi le même processus. Kobané est devenue le symbole de l'autogestion démocratique.

Au début de 2014, le territoire du Rojava a été formé en trois cantons, Efrin, Kobané et Djazireh. Chaque canton a créé son conseil législatif et exécutif, avec la participation de 35 organisations politiques, syndicales ou associatives et un contrat social a été approuvé. Dans ce contrat (Constitution), la pluralité ethnique et confessionnelle, l'égalité absolue entre femmes et hommes, sont respectées. Sont exclues toutes références nationalistes ou confessionnelles. Dans toutes les instances, le quota d'au moins 40 % par sexe a été adopté, et le système de coprésidence (un homme et une femme) à tous les niveaux est mis en application. La notion de l'autorité cède la place à la notion de gestion, à tous les niveaux, politique ou économique. De multiples académies ont été créées pour la formation théorique et pratique du nouveau système.

L'ancien régime résiste à cette révolution, mais le peuple, surtout ceux qui étaient les plus exploités et opprimés, sont très attachés au nouveau système. Les puissances régionales, comme la Turquie et les pays du Golfe, ont déployé, déploient toujours, tous les moyens pour mettre en échec cette expérience populaire novatrice. L'invasion des terroristes est l'un des derniers moyens.

Le PYD a demandé et obtenu une aide militaire de l'armée US. N'est-ce pas contradictoire avec sa volonté d'indépendance et son refus de l'intervention impérialiste dans la région ? Cette aide a-t-elle été assortie de conditions ?

Nous sommes en état de guerre contre les terroristes. Depuis novembre 2012, aucun État ne nous a apporté ni aide financière, ni humanitaire, ni militaire. Nous avons pu tenir jusqu'à la dernière invasion qui est en cours. Lorsque la coalition internationale a été créée contre les terroristes de Daesh, nous avons eu l'espoir de pouvoir protéger mieux notre population et notre système d'autogestion. Malheureusement, le combat de la coalition contre Daesh n'a commencé d'une façon effective que tardivement. Fuyant les zones de frappes aériennes, Daesh s'est dirigé vers le canton de Kobané, et, avec son artillerie moderne, a pu occuper les villages de ce canton.

Le terrorisme que nous combattons est l'ennemi de toute l'humanité. Face à ce danger, une solidarité internationale s'impose. Nous avons demandé à toutes les puissances de fournir aux YPJ et YPG, l'armement adéquat pour faire face à cet ennemi commun. Mais, jusqu'à ce jour, la communauté internationale est paralysée devant le veto turc, qui n'arrive pas à supporter l'existence d'une expérience démocratique à sa frontière.

Oui, les frappes aériennes soulagent la résistance, mais elles ne sont pas suffisantes pour libérer les zones occupées par les terroristes. La seule condition que nous pouvons accepter, c'est l'engagement de combattre ensemble les terroristes, la reconnaissance du système de l'autogestion, et d'œuvrer pour un règlement négocié de la crise syrienne en faveur d'un système démocratique,

décentralisé, laïque et respectueux des droits de l'homme, avec l'égalité absolue entre femmes et hommes.

Au début de la révolution syrienne contre la dictature de Bachar el-Assad, des démocrates syriens ont reproché aux « Kurdes » de se tenir à l'écart du Conseil national syrien (CNS), de « rester neutres ». Mais récemment un commandement commun des YPG/YPJ avec l'Armée syrienne libre (ASL) a vu le jour. Comment s'explique ce rapprochement ?

Nous avons souffert de tous les gouvernements successifs en Syrie. Mais le CNS, et son successeur, la Coalition [1], dans sa configuration actuelle, ne représentent absolument pas les intérêts du peuple syrien ni ceux du peuple du Rojava.

La collaboration avec tout groupe ultranationaliste ou sectaire est complètement exclue par nous. Les groupes qui se battent contre Daesh au Rojava sont des enfants de la région, qui acceptent notre existence et notre système. Leur action de résistance contre le terrorisme est légitime et nous les soutenons.

Le samedi 1^{er} novembre a lieu une journée mondiale contre Daesh, pour Kobané, pour l'humanité. Qu'en attend le PYD ?

Nous sommes en première ligne contre le terrorisme international. Nous défendons des valeurs démocratiques et humaines, et nous espérons une forte solidarité internationale en faveur de notre combat, contre nos ennemis communs : une aide humanitaire et militaire d'urgence pour que la résistance persiste, en force et en sagesse.

Propos recueillis par Pierre Granet

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 262 (30/10/2014). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR), depuis novembre 2012